Pierre Astié
Dominique Breillat
Céline Lageot*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1er juillet – 30 septembre 2018)

Allemagne

Juillet-septembre 2018. **Migrants. Hongrie. Italie. Autriche. Gouvernement. Racisme**. Angela Merkel a été contrainte de reculer sur sa politique ouverte d'immigration. Le 5 juillet, le ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer, se rend à Vienne pour tenter d'obtenir un accord sur le renvoi des migrants en quatre ans.

Le même jour, le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, rencontre Angela Merkel à Berlin. La Chancelière souligne le manquement de la Hongrie vis-à-vis des accords de Dublin et reproche un défaut d'humanité, tandis que Viktor Orbán rappelle qu'il veut garder ses frontières fermées.

Un accord intervient au sein de la coalition entre le Parti social-démocrate (SPD), l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et l'Union chrétienne-sociale (CSU). Le SPD obtient qu'il n'y ait pas d'action unilatérale de reconduite à la frontière ni de camp sur le sol allemand. Mais il risque d'y avoir des tensions entre SPD et les « Jusos » (Jeunes socialistes).

Le 8 juillet, une croix gammée est découverte à Schönberg, dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, dans l'ex-République démocratique allemande, à l'endroit où un enfant syrien est mort accidentellement le 20 juin. Le 28 juillet, une autre croix est découverte.

Le 10 juillet, on découvre dans sa chambre d'hôtel à Kaboul le corps d'un réfugié afghan de 23 ans expulsé par Berlin. Il était arrivé une semaine plus tôt dans cette ville, avec soixante-huit compatriotes. Horst Seehofer s'était vanté de cette expulsion.

Le 12 juillet, le ministre de l'Intérieur rencontre ses collègues européens à Innsbruck. Auparavant, il y a eu une trilatérale Berlin-Vienne-Rome, symbole fâcheux pour un tel axe.

Le 3 septembre, un migrant affirmant être afghan, peut-être mineur, débouté du droit d'asile, est reconnu coupable

* Centre d'études sur la coopération juridique internationale-Université de Poitiers (CECOJI-UP) – EA 7353.

d'avoir poignardé à Kandel son ex-petite amie, une adolescente de 15 ans. Il est condamné à huit ans et demi de prison. L'extrême droite s'était emparée de l'événement. Le 6 septembre, Horst Seehofer relance la polémique sur les migrants attisant le feu.

Août-septembre 2018. **Extrême droite**. Les 26 et 27 août, des centaines de militants d'extrême droite défilent et pourchassent les étrangers à Chemnitz (qui fut Karl-Marx-Stadt), après la mort de Daniel Hillig, 35 ans, tué apparemment par deux réfugiés dans une rixe entre des personnes « de nationalités différentes », la nuit du 25 au 26 août. Un des deux hommes arrêtés, demandeur d'asile irakien, est libéré le 18 septembre ; l'autre suspect, un Syrien, reste sous mandat d'arrêt et un troisième homme de nationalité irakienne est recherché. Cette libération provoque de vives réactions de la part de l'extrême droite.

Le 1er septembre, dix-huit personnes sont blessées en marge de nouvelles manifestations à Chemnitz. Huit mille sympathisants de l'ultra-droite ont manifesté et trois mille sympathisants de gauche ont contre-manifesté.

Le 3 septembre, soixante-cinq mille personnes assistent à un concert contre le racisme.

Une polémique surgit : le chef des renseignements intérieurs, Hans-Georg Maassen, doute de la véracité d'une vidéo montrant la prise en chasse de deux réfugiés par un manifestant. Il met en cause la Chancelière, qui s'était offusquée de ces « chasses à l'homme ». Auditionné par le Bundestag, il est soutenu par le ministre de l'Intérieur. Le 18 septembre, il quitte ses fonctions et devient secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur auprès de Horst Seehofer. Cette décision, qui s'apparente à une sanction-promotion, est très critiquée par certaines personnalités du SPD et pourrait menacer l'existence de la « grande coalition ».

Le 9 septembre, le Conseil central des juifs condamne une extrême droite « enracinée ».

21 août 2018. **Crimes contre l'humanité. Expulsion. États-Unis**. Ancien garde de camp nazi, Jakiv Palij est expulsé des États-Unis vers l'Allemagne. Il n'a jamais eu la nationalité allemande mais était devenu apatride à la suite d'une condamnation en 2003 lui retirant la nationalité américaine. Il avait été entraîné par les SS au camp de travail forcé de Trawniki. Il y a peu de chance qu'il soit jugé car aucun document ne prouve qu'il a participé à la Shoah. Ni la Pologne, ni l'Ukraine, ni l'Allemagne jusque-là n'avaient accepté de le recevoir. Finalement, l'Allemagne a justifié sa décision en invoquant « la responsabilité morale » de son pays. Depuis le début du mandat de Donald Trump, le dossier était évoqué lors des rencontres germano-américaines.

Argentine

20 juillet, 8, 9 août 2018. **Avortement**. Le dessinateur Quino dénonce la récupération de son personnage de Mafalda par les anti-IVG. Le projet est débattu le 8 août au Sénat et divise la coalition du président Macri. Jusqu'à maintenant, l'avortement n'était possible qu'en cas de danger pour la vie ou la santé de la mère ou qu'en cas de viol. Le projet prévoit la légalisation de l'IVG dans les quatorze premières semaines et offre à toute femme la possibilité de se faire avorter dans un délai maximum de cinq jours après en avoir fait la demande écrite. Ensuite, l'avortement ne sera possible que dans le cas de grossesses résultant

d'un viol ou si la vie de la femme est en danger ou si la non-viabilité du fœtus est diagnostiquée. L'objection de conscience sera possible pour les professionnels de santé.

En Amérique latine, l'avortement n'est permis qu'à Cuba, en Uruguay, en Guyana et dans le district de Mexico. Six pays l'interdisent totalement : le Nicaragua, le Salvador, le Honduras, la République dominicaine, Haïti et le Suriname.

Par 38 voix contre 31, le Sénat refuse le 9 août le projet de loi.

Après ce rejet, l'Argentine connaît une vague de débaptisations et un mouvement citoyen demande la séparation de l'Église et de l'État.

Australie

20 août 2018. **Environnement. Premier ministre. Crise politique**. À la suite d'une fronde d'élus de la majorité contre le Premier ministre, l'Australie renonce à inscrire dans la loi ses objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'Australie, très dépendante du charbon, est l'un des États qui génèrent le plus de gaz à effet de serre par habitant.

La situation du Premier ministre, Malcolm Bligh Turnbull, 63 ans, libéral, en fonction depuis le 15 septembre 2015, est fragilisée. Il a sauvé le 23 août de justesse son poste face à Peter Dutton, 47 ans, ministre des Affaires intérieures depuis le 20 décembre 2017, lors d'un vote interne du Parti libéral. Celui-ci démissionne le 21 août, Scott Morrison, 50 ans, ministre des Finances, assurant l'intérim.

Une dizaine de ministres présentent leur démission le 22 août. Mais le 24 août le Premier ministre Malcolm Turnbull renonce à sa fonction. Lors d'un second vote, Scott Morrison bat Peter Dutton dans la lutte pour être le leader du Parti libéral et devient Premier ministre. Peter Dutton est à nouveau ministre des Affaires intérieures.

Bhoutan

9 août et 15 septembre 2018. **Gouvernement. Élections législatives**. *Chief Justice* Dasho Tshering Wangchuk est nommé le 9 août *Chief Advisor* d'un gouvernement préélectoral par intérim. Il remplace Lyonchen Tshering Tobgay, 53 ans, Parti démocratique populaire, Premier ministre depuis le 27 juillet 2013. Les ministères sont répartis le 10 août, Dasho Tshering Wangchuk prenant la responsabilité des affaires intérieures et étrangères et de la Culture, et Dasho Karma Ura, l'un des promoteurs du Bonheur national brut (indice qui mesure le bien-être d'une population), devenant conseiller pour les finances.

Au premier tour des élections législatives, le 15 septembre, le Parti social-démocrate crée la surprise en obtenant 31,9 % des voix contre 30,9 % pour le Parti de la paix et de la prospérité, 27,4 % pour le Parti populaire démocratique, au pouvoir, et 9,8 % pour le parti Bhutan Kuen-Nyam. La participation a été de 66,4 %. Seuls les deux premiers partis pourront participer au second tour, le 18 octobre, pour renouveler les 47 sièges.

Birmanie

9 et 11 juillet, 27 août, 6, 10, 12, 13 et 27 septembre 2018. **Rohingya**. Le 9 juillet, la justice birmane refuse un non-lieu aux deux journalistes de Reuters Wa Lone et Kyaw Soe Oo, en détention préventive depuis sept mois. Ils sont accusés d'« atteinte au secret d'État » pour avoir enquêté sur un massacre de Rohingya par l'armée.

Leur procès débute le 11 juillet. Ils sont condamnés à sept ans de prison ; Aung San Suu Kyi n'a pas réagi.

Les Nations unies demandent à la Birmanie de respecter l'accord conclu le 6 janvier permettant à ses agences d'accéder aux régions d'où ont été expulsées l'année dernière des centaines de milliers de Rohingya.

Le protocole d'accord signé en juin avec la Birmanie, première étape du rapatriement des réfugiés, est resté inappliqué.

Au sein des réfugiés, l'Armée du salut des Rohingya de l'Arakan suscite la peur. Le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, met en cause fortement l'armée birmane.

Le 27 août, un groupe d'enquêteurs travaillant pour les Nations unies demande la démission immédiate du chef de l'armée, Min Aung Hlaing, 62 ans, et sa traduction devant la justice internationale pour « génocide ». La Birmanie rejette ces accusations. Plusieurs pays dont les États-Unis appellent le Conseil de sécurité à saisir la Cour pénale internationale ou à créer un tribunal international *ad hoc* pour juger les militaires birmans responsables de la répression contre les Rohingya.

Le 6 septembre, la Cour pénale internationale se déclare compétente pour enquêter sur la déportation des Rohingya, qui pourrait constituer un crime contre l'humanité.

Le 10 septembre, Michelle Bachelet, nouvelle haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, appelle à créer un organe international devant réunir des « preuves » sur les crimes commis en Birmanie contre les Rohingya.

Le 12 septembre, des fonctionnaires des Nations unies commencent une mission afin d'évaluer les conditions d'un retour éventuel des Rohingya. Ils ne pourront se rendre que dans une trentaine de villages.

Le 13 septembre, Aung San Suu Kyi défend à Hanoï la condamnation des deux journalistes de l'agence Reuters par un tribunal de Rangoun. Le 27 septembre, les députés canadiens, à l'unanimité, lui retirent la nationalité d'honneur accordée en 2007.

Le 27 septembre, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies décide de créer une équipe chargée de réunir des preuves sur les crimes les plus graves commis en Birmanie depuis 2011, notamment contre les Rohingya.

11 juillet 2018. **Minorités. Ta'ang**. Le 11 juillet débutent de nouvelles négociations de paix avec la minorité Ta'ang, petit peuple de l'État Shan.

Brésil

8 juillet, 4 et 31 août, 7 septembre 2018. **Ancien président. Élection présidentielle**. Le 8 juillet, une cour d'appel décide de la libération dans les heures à suivre de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva, incarcéré depuis avril pour corruption. Le motif était le droit à se présenter à l'élection présidentielle en octobre. Mais quelques heures plus tard un juge de la même cour annule la décision.

Le 4 août, Lula est investi à São Paulo comme candidat à l'élection présidentielle par le Parti des travailleurs. Mais le 31 août le Tribunal supérieur électoral invalide sa candidature. Fernando Haddad, son colistier, ancien maire de São Paulo, le remplace. L'ancien président veut en appeler aux Nations unies.

Le 7 septembre, Jair Bolsonaro, 63 ans, candidat de l'extrême droite, en tête dans les sondages, est l'objet d'une grave attaque à l'arme blanche par un ex-militant de gauche affirmant avoir agi sur « l'ordre de Dieu ».

9 juillet 2018. **Rio de Janeiro. Laïcité**. Des membres du parti Socialisme et liberté de Rio de Janeiro déposent auprès du ministère public une plainte contre le maire évangélique de la ville, Marcelo Crivelle, assortie d'une demande de destitution. Entré en fonction en janvier 2017, il est accusé d'avoir pris sa mairie pour un temple. Il se serait engagé vis-à-vis de deux cent cinquante pasteurs évangéliques à faciliter à leurs fidèles des opérations de la cataracte, des soins contre les varices et des vasectomies pour éviter les mois d'attente des hôpitaux de Rio. Le maire a été piégé par une écoute. Il a promis aux pasteurs de les aider à obtenir l'exemption de la taxe foncière et à rénover les temples.

12 août 2018. **Amérindiens**. Le corps de Jorginho Guajajara, 55 ans, membre des « Gardiens de l'Amazonie » luttant contre les trafiquants de bois, est retrouvé sous le pont d'un fleuve dans la ville d'Arame, dans l'État du Maranhão. Les autorités concluent à une noyade sans marques de violence, invoquant son penchant pour l'alcool. Mais la tribu des Indiens Guajajara conteste cette version.

Cambodge

29 juillet 2018. **Élections législatives. Opposition**. Le gouvernement a méthodiquement mis la main sur les médias. Faute de véritable opposition, le pouvoir en place remporte une victoire quasi totale, avec une participation de 82 %. L'opposition avait pourtant appelé au boycott.

Le Premier ministre, Samdech Hun Sen, revendique 77 % des suffrages et la totalité des 125 sièges pour le Parti du peuple.

Le 15 août, après ce scrutin, les États-Unis annoncent de nouvelles sanctions.

Le 22 août, la justice rejette la demande de libération sous caution du chef de l'opposition Kem Sokha, 65 ans, accusé de trahison, d'espionnage et d'avoir fomenté une révolution avec le soutien des États-Unis. Arrêté en septembre 2017, il dirigeait le Parti du sauvetage national du Cambodge, dissous deux mois plus tard. Ce parti avait eu plus de 40 % des voix en 2013. Quatorze militants de l'opposition emprisonnés depuis quatre ans sont libérés le 28 août après que Hun Sen a demandé un « pardon royal » au roi Sihamoni.

Le 6 septembre, le Parlement réélit Hun Sen comme Premier ministre et approuve un cabinet inchangé.

Kem Sokha, chef de l'opposition, est libéré sous caution dans la nuit du 9 au 10 septembre. Il reste inculpé et encourt trente ans de prison.

Chine (République populaire de)

Juillet-septembre 2018. **Ouïgours. Xinjiang**. La répression contre les Ouïgours s'intensifie au Xinjiang, région autonome, plus vaste province chinoise, depuis deux ans. Des centaines de milliers de personnes sont enfermées par les autorités. Le Xinjiang compte vingt-deux millions d'habitants, dont 41 % d'Ouïgours.

Le 21 septembre, les autorités annoncent que Nur Bekri, chef de l'Administration chinoise de l'énergie, l'un des plus hauts responsables d'ethnie musulmane ouïgoure du régime, est poursuivi pour corruption. Il a été gouverneur du Xinjiang.

4 septembre 2018. **Afrique**. Lors du 3e Forum Chine-Afrique, le président Xi Jinping insiste sur sa différence d'approche par rapport aux Occidentaux. Il annonce 60 milliards de dollars d'investissements en Afrique. Seul l'eSwatini

(ex-Swaziland) est absent, étant l'unique État africain à entretenir des relations avec Taïwan.

Août 2018. **Censure. Internet**. Le média en ligne TheIntercept.com révèle que Google veut lancer une version chinoise filtrée de son moteur de recherche. Google espère ainsi revenir en Chine huit ans après son départ. Amnesty International dénonce « un jour noir pour la liberté du Web ». Un groupe bipartisan de sénateurs conduits par le républicain Marco Rubio et le démocrate Mark Warner publie une lettre ouverte au président-directeur général de Google afin de protester fermement.

9 août 2018. **Islam**. Les fidèles musulmans se rassemblent devant la Grande Mosquée de Weizhou, dans le Ningxia, pour empêcher sa démolition, prévue le lendemain. La rénovation de l'édifice est terminée depuis un an mais les autorités dénoncent des extensions illégales. Les fidèles obtiennent un sursis. C'est le signe de la « sinisation » des religions.

14 août, 24 septembre 2018. **Hong Kong**. Les autorités demandent l'annulation de la conférence d'un militant de l'indépendance de Hong Kong, Andy Chan, le 14 août au Club des correspondants étrangers.

Le 24 septembre, le Parti national, favorable à l'indépendance de Hong Kong et qui ne compte qu'une dizaine de membres, est interdit. C'est une première depuis 1997.

22 et 26 septembre 2018. **Église catholique. Vatican**. Un accord entre Pékin et le Vatican sur la nomination des évêques est annoncé le 22 septembre. Les catholiques clandestins sont inquiets. Le cardinal Joseph Zen Ze-kiun, évêque émérite de Hong Kong, 86 ans, exprime ses vives réserves et critique l'attitude du pape François.

Le pape François marque son engagement et s'explique longuement sur l'accord avec la Chine, dans l'avion le ramenant des pays baltes, le 25 septembre. Il affirme conserver le pouvoir de nomination des évêques. Le 26 septembre, il adresse un « Message aux catholiques chinois et à l'Église universelle » dans lequel il écrit qu'il a « décidé d'accorder la réconciliation aux sept évêques "officiels" restants » qui ont été ordonnés sans mandat pontifical. Pour la première fois, deux évêques chinois, Mgr Jean-Baptiste Yang Xiaoting, du diocèse de Yan'an, reconnu à la fois par Rome et Pékin, et Mgr Joseph Guo Jincai, secrétaire général de la conférence épiscopale de Chine et évêque de Chengde, diocèse créé parallèlement à l'annonce de la déclaration du 22 septembre, sont autorisés à assister au prochain Synode des évêques.

25 septembre 2018. **Interpol. Corruption**. Meng Hongwei, président d'Interpol, est arrêté à son retour en Chine. Le parquet de Lyon a ouvert une enquête. Vice-ministre chargé de la sécurité publique depuis le 10 avril 2004, il avait été élu le 10 novembre 2016 à la tête d'Interpol. Il serait accusé de corruption. Le 6 octobre, Interpol demande à la Chine une clarification sur la situation de son président.

Colombie

26 août 2018. **Référendum. Corruption**. Près de trente-six millions d'électeurs étaient appelés à se prononcer sur sept questions, dont une baisse des salaires des hauts fonctionnaires et des parlementaires et l'interdiction faite aux entreprises condamnées pour corruption de signer des contrats avec l'État. Même

si le « oui » l'emporte très facilement, c'est un échec en raison de la faible participation, qui n'atteint pas le quorum du tiers du corps électoral. Elle n'a été que de 31 %. Les opposants avaient appelé à l'abstention.

Comores

30 juillet 2018. **Référendum. Cabinet**. Les Comoriens se prononcent sur une réforme visant à permettre au président Azali Assoumani, 59 ans, Convention pour le renouveau des Comores, officier, en fonction depuis le 26 mai 2016, de prolonger son mandat afin de mettre fin à la présidence tournante. Le président serait élu pour cinq ans, renouvelable une fois ; les postes des trois vice-présidents seraient supprimés, la Cour constitutionnelle serait supprimée et remplacée par une chambre constitutionnelle de la Cour suprême, et l'islam sunnite religion d'État deviendrait un critère de l'identité nationale. Le projet est approuvé à une écrasante majorité, avec 92,7 % des voix. La participation a été de 63,9 %. C'est un bouleversement du système politique. Une élection présidentielle anticipée promise par le président Assoumani devrait avoir lieu en 2019.

Congo (République démocratique du)

7 et 30 juillet, 1er et 8 août, 10 septembre 2018. **Crise politique. Élection présidentielle**. Le 7 juillet, le Comité laïque de coordination, collectif catholique, annonce trois jours de « grandes actions » en août pour obtenir la démission du président Joseph Kabila Kabange, 47 ans, en fonction depuis le 17 janvier 2001. Le 30 juillet, le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya, 79 ans, archevêque de Kinshasa, déclare qu'il ne sera pas candidat à l'élection présidentielle.

Acquitté par la Cour pénale internationale en juin, après avoir été condamné à dix-huit ans de prison en première instance, l'ex-chef de guerre congolais Jean-Pierre Bemba, 55 ans, confirme le 24 juillet qu'il compte rentrer à Kinshasa le 1er août et être candidat à l'élection présidentielle. Mais il reste encore poursuivi pour « subornation de témoins ». Jean-Pierre Bemba atterrit le 1er août à Kinshasa, où plusieurs milliers de personnes l'attendent. Le 3 août, Moïse Katumbi, candidat de l'opposition au nom de sept partis politiques, revient en République démocratique du Congo.

Le 8 août, Joseph Kabila annonce qu'il ne se représentera pas et qu'il soutiendra Emmanuel Ramazani Shadary, Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie, 47 ans, ancien ministre de l'Intérieur. Vingt-deux candidats de l'opposition se sont enregistrés.

Le 24 août, la commission électorale rejette six candidatures à l'élection présidentielle, dont celle de Jean-Pierre Bemba, car il n'a pas été acquitté de la subornation de témoins par la Cour pénale internationale. Les candidats rejetés saisissent la Cour constitutionnelle.

Le 10 septembre, la Conférence épiscopale nationale du Congo alerte sur le risque d'élections « biaisées ».

Corée du Nord

Juillet-septembre 2018. **Corée du Sud. États-Unis. Politique nucléaire**. Le 5 juillet, le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, effectue sa troisième visite à Pyongyang. Le 8 juillet, lors d'une escale à Tokyo, il déclare que les sanctions resteront en place jusqu'à une « dénucléarisation complète et totalement véritable » de la Corée du Nord. Celle-ci

dénonce des « méthodes de gangster » chez Mike Pompeo.

La Corée du Nord commence à démanteler le site de lancement de satellites de Sohae.

Geste de bonne volonté, la Corée du Nord restitue les ossements de cinquante-cinq soldats américains le 27 juillet. Les restes de cinq mille trois cents soldats américains seraient encore dans le pays.

Trente-quatre athlètes nord-coréens se rendent au Sud pour des entraînements communs dans l'optique des prochains Jeux asiatiques du 18 août au 2 septembre en Indonésie. Il y aura une équipe commune en canoë, aviron et basket féminin.

Les agences américaines de renseignement pensent que la Corée du Nord assemble de nouveaux missiles à Sanum-dong. Selon les Nations unies, la Corée du Nord n'a pas mis fin à son programme nucléaire.

Le 7 août, un Sud-Coréen « arrêté pour être entré illégalement au Nord » en juillet est libéré. La Corée du Sud demande toujours la libération de six autres ressortissants détenus.

Le 13 août, les deux Corées entament à Panmunjeom des discussions pour un troisième sommet, qui pourrait avoir lieu en septembre à Pyongyang. Les deux leaders s'étaient déjà rencontrés le 27 avril puis un mois plus tard.

Le 28 août, le secrétaire à la Défense américain, James Mattis, annonce la fin de la suspension des exercices militaires alliés sur la péninsule coréenne décidée après la rencontre Kim-Trump. Mais cela ne signifie pas une reprise immédiate.

On remarque que, lors de la parade pour le soixante-dixième anniversaire de la République populaire démocratique, le 9 septembre, aucun missile longue portée n'est présenté. Le président Trump salue sur Twitter la sobriété de la parade.

Le 10 septembre, le porte-parole de la Maison-Blanche déclare que Donald Trump a reçu une lettre « chaleureuse » et « positive » de Kim Jong-un et que celui-ci sollicite un deuxième sommet.

Le 14 septembre, les deux Corées ouvrent un bureau de liaison conjoint à Kaesong, à proximité de la frontière, en Corée du Nord.

Pour la troisième fois en cinq mois, les présidents Kim Jong-un et Moon Jae-in se rencontrent, à Pyongyang du 18 au 20 septembre. Un grand nombre de décisions permettant un rapprochement dans un climat plus pacifique sont annoncées. Le 19 septembre, les deux dirigeants annoncent leur volonté d'une candidature commune pour organiser les Jeux olympiques de 2032.

Corée du Sud

24 août 2018. **Ancienne présidente**. La cour d'appel de Séoul accroît la peine de l'ancienne présidente Park Geun-hye, 66 ans, parti Saenuri (aujourd'hui, Parti de la liberté de Corée), au pouvoir du 25 février 2013 au 10 mars 2017. Condamnée en première instance pour corruption et abus de pouvoir à vingt-quatre ans de prison, la peine est portée à vingt-cinq ans.

Cuba

13 et 22 juillet 2018. **Constitution**. *Granma* publie les grandes lignes de la refonte de la Constitution. Le poste de Premier ministre est créé et le mandat présidentiel réduit à cinq ans renouvelable une fois.

Le principe de la révision a été approuvé le 2 juin par l'Assemblée nationale, qui a mandaté une commission de trente-trois députés présidée par Raúl Castro. Le projet de Constitution est adopté le 22 juillet à l'unanimité et reconnaît la propriété privée, le marché, tout en réaffirmant « le

caractère socialiste » du système politique, le rôle dirigeant du Parti communiste ainsi que la « non-discrimination pour identité de genre », ce qui est dû à l'influence de Mariela Castro, fille de Raúl Castro. Le mariage est défini comme l'union consentie entre deux personnes, sans préciser le sexe. Le projet fera l'objet d'un débat populaire du 13 août au 15 novembre, puis d'un référendum.

Égypte

30 août 2018. **Femmes. Chrétiens**. Haut fonctionnaire chrétienne, Manal Awad Mikhail est nommée gouverneure de la province de Damiette. Elle est la deuxième femme nommée à un tel poste mais la première chrétienne.

8 septembre 2018. **Islamistes**. La justice confirme en appel la condamnation à mort de soixante-quinze personnes, dont des chefs islamistes, pour leur participation aux émeutes du 14 août 2013 lors de manifestations de soutien au président Morsi, renversé un mois plus tard. Sur les 739 prévenus, 47 ont été condamnés à perpétuité, 374 à quinze ans de prison et 23 mineurs à dix ans. 214 condamnés à cinq ans de prison devraient être libérés, ayant déjà purgé leur peine, dont le photojournaliste « Shawkan ».

Espagne

Juillet-septembre 2018. **Catalogne**. Six des neuf dirigeants catalans emprisonnés à Madrid à la suite de la tentative de sécession vont être transférés dans des prisons de Catalogne, en signe d'apaisement de la part du nouveau gouvernement.

Le 9 juillet, le président régional catalan, Quim Torra, est reçu par Pedro Sánchez. C'est la première rencontre entre dirigeants catalan et espagnol depuis avril 2016. Même si la tension diminue, le gouvernement n'entend pas céder sur l'autodétermination et le sort des dirigeants indépendantistes emprisonnés pour « rébellion ».

Le 12 juillet, un tribunal du Schleswig-Holstein juge que Carles Puigdemont pourra être extradé pour malversation, et non rébellion. Mais ce dernier semble vouloir intenter un recours devant la Cour de Karlsruhe. Carles Puigdemont reste libre.

Le 19 juillet, le juge Pablo Llarena retire les mandats d'arrêt internationaux visant Carles Puigdemont et cinq autres dirigeants indépendantistes à l'étranger.

Le 3 septembre, Pedro Sánchez annonce la tenue d'un référendum pour un nouveau statut d'autonomie de la Catalogne. Mais il sera difficile à organiser car il faut que les deux tiers du Parlement catalan acceptent une modification du statut d'autonomie et qu'ensuite la proposition soit approuvée à la majorité qualifiée du Parlement espagnol.

Le 11 septembre, jour de la *Diada*, la fête nationale, un million de personnes sont réunies à l'appel des indépendantistes.

2, 4 et 25 juillet, 11 août 2018. **Migrants**. Le 2 juillet, la Commission européenne accorde une aide d'urgence de 45,6 millions d'euros à l'Espagne et à la Grèce pour relever les défis migratoires.

Le 4 juillet, le navire de l'ONG espagnole Proactiva Open Arms arrive à Barcelone avec soixante migrants secourus au large de la Libye. La veille, la France a annoncé qu'elle accueillerait « environ quatre-vingts » réfugiés.

Le 25 juillet, de quatre cents à six cents migrants réussissent à franchir les grillages à Ceuta.

Vingt-deux mille migrants ont été accueillis de janvier à juillet.

Le 11 août, Pedro Sánchez reçoit Angela Merkel dans sa résidence d'été du parc naturel de Doñana en Andalousie au moment où entre en vigueur l'accord conclu lors du Conseil européen des 28 et 29 juin par lequel l'Espagne s'engage à reprendre les migrants arrivés en Allemagne mais qui avaient auparavant déposé une demande d'asile en Espagne.

L'Espagne est devenue la principale route de l'immigration.

5 et 21 juillet 2018. **Parti populaire**. Le 5 juillet a lieu le premier tour du scrutin visant à désigner le successeur de Mariano Rajoy à la tête du Parti populaire. Ancienne numéro deux du gouvernement, Soraya Sáenz de Santamaría, 47 ans, arrive en tête devant Pablo Casado, 37 ans, vice-secrétaire général à la communication du Parti populaire. Mais seulement 7,6 % des militants ont voté.

Le 21 juillet, Pablo Casado est élu au Congrès national à Madrid. C'est une inflexion à droite. Une polémique naît car il est accusé d'avoir obtenu son diplôme de master sans avoir passé d'examen.

24 août et 13 septembre 2018. **Dictature franquiste**. Ancien policier tortionnaire, ancien membre de la police franquiste, Antonio González Pacheco, dit Billy el Niño, 72 ans, est accusé d'avoir torturé treize personnes de 1971 à 1975. Le gouvernement espagnol veut supprimer sa retraite et lui retirer ses médailles.

Le 15 juillet, au moins mille personnes manifestent au mausolée de Franco pour protester contre la décision du gouvernement d'en ôter la dépouille du Caudillo.

Le 24 août, le gouvernement approuve le décret permettant l'exhumation de Franco de son mausolée d'El Valle de Los Caídos. Le 13 septembre, les députés approuvent ce décret. La famille du dictateur est opposée à tout transfert mais, si celui-ci devait avoir lieu, elle proposerait la crypte de la cathédrale de Madrid.

États-Unis

9 juillet, 4, 19, 20 et 27 septembre 2018. **Cour suprême**. Le 9 juillet, Donald Trump propose Brett Kavanaugh, 53 ans, diplômé de l'université Yale, juge à la Cour de Washington, conservateur, anti-avortement, ancien collaborateur de George W. Bush, afin de succéder à Anthony Kennedy, démissionnaire, à la Cour suprême. Catholique, comment se prononcera-t-il sur la peine de mort après les prises de position du pape François ? La proposition devra être confirmée par la Cour suprême et les démocrates pourraient attendre les élections de mi-mandat. La procédure de confirmation commence le 4 septembre ; elle est aussitôt perturbée par les accusations d'agression sexuelle formulées contre Brett Kavanaugh par une universitaire, Christine Blasey Ford, professeure de psychologie de 51 ans qui l'accuse de l'avoir agressée dans les années 1980 alors que, scolarisé dans un lycée, il était complètement ivre.

Le 19 septembre, Donald Trump appelle l'accusatrice du juge Kavanaugh afin de faire pression sur elle.

Le 20 septembre, Christine Blasey Ford se dit prête à témoigner mais indique qu'elle n'ira pas devant la commission judiciaire au Sénat le 24 septembre, estimant la date fixée « arbitrairement ». Les sénateurs proposent un délai supplémentaire. Une deuxième femme accuse le juge d'inconduite sexuelle lors d'une soirée arrosée à Yale, au début des années 1980, ce qu'il dément formellement. En échange de sa voix pour soutenir le candidat du Président, le sénateur républicain de l'Arizona, Jeff Flake, obtient une semaine

d'enquête du FBI que demandaient ses collègues démocrates.

Les auditions ont lieu le 27 septembre.

Avec le renforcement de la majorité conservatrice, certaines décisions antérieures de la Cour, comme celles sur les discriminations positives, pourraient être remises en cause.

11 juillet et 2 août 2018. **Peine de mort. Catholiques. Nebraska**. Le 11 juillet, l'exécution d'un condamné à mort est reportée à une date indéterminée dans le Nevada car le laboratoire pharmaceutique Alvogen accuse l'État de s'être procuré de façon frauduleuse l'un des sédatifs. C'est la première fois qu'un laboratoire réussit à arrêter une exécution.

Le 2 août, des évêques saluent la position du pape François sur la peine de mort. Pourtant, leur influence échoue face au gouverneur républicain et catholique du Nebraska, Pete Ricketts, qui a fait rétablir la peine de mort en 2016. Les trois évêques ne parviennent pas à empêcher l'exécution le 14 août de Carey Dean Moore, 60 ans, condamné en 1980 pour avoir assassiné deux chauffeurs de taxi en 1979. Ce dernier est l'un des hommes ayant passé le plus de temps dans le couloir de la mort. Il a révoqué ses avocats et refusé toute entrave à son exécution, estimant que Dieu lui pardonnera. C'est la première exécution au Nebraska depuis vingt et un ans et la première par injection létale dans cet État. En 2015, la législature avait aboli la peine de mort par 30 voix contre 19, surmontant le veto du gouverneur Ricketts. Celui-ci avait organisé le lancement d'un référendum et, en 2016, le rétablissement avait été adopté par 61,2 % des voix. Le Nebraska s'est fourni le produit en question auprès d'une entreprise allemande, Fresenius Kabi, qui a échoué à empêcher l'exécution en raison du caractère illégal de l'approvisionnement. Cette opposition a jusqu'à maintenant gêné l'Oklahoma.

13 juillet, 16, 21, 22 et 27 août, 5 septembre 2018. **Président**. Le 13 juillet, Donald Trump déclare son intention de se représenter en 2020.

Ancien avocat de Donald Trump avant son accession à la présidence, Michael Cohen, qui avait « arrangé » beaucoup de difficultés du Président, révèle des enregistrements de conversations.

Le 20 juillet, le président Trump reçoit le directeur du *New York Times*, Arthur Gregg Sulzberger. Celui-ci l'avertit des risques qu'il fait peser sur les journalistes en les traitant d'« ennemis du peuple ». Sur l'initiative du *Boston Globe*, plus de deux cents journaux dénoncent le 16 août les attaques contre la presse de Donald Trump, reprenant un hashtag dans des éditoriaux sur la liberté de la presse (#EnemyOfNone).

Proche de Donald Trump, Alex Jones, 44 ans, animateur d'un talk-show diffusant de fausses informations et appelant à la violence, est jugé le 31 août par un tribunal texan pour avoir poussé ses fans à harceler des familles de victimes de la tuerie de l'école primaire Sandy Hook en 2012, déclarant que l'événement avait été mis en scène. Les publications de l'animateur sont retirés par les géants du Web, sauf Twitter.

Responsable du bureau des relations publiques à la Maison-Blanche jusqu'en janvier et auteure d'un livre sur cette expérience, Omarosa Manigault, 44 ans, diffuse le 21 août un enregistrement classé secret sur son licenciement par le chef de cabinet, John Kelly.

Le 21 août, Michael Cohen, 52 ans, ancien avocat de Donald Trump, plaide coupable de huit chefs d'accusation pour fraude fiscale et infractions aux règles de financement électoral. Il reconnaît avoir

acheté le silence de deux maîtresses du Président, sur ordre de celui-ci, pendant sa campagne.

Le 22 août, l'ancien directeur de campagne Paul Manafort est condamné par le tribunal d'Alexandria, en Virginie, pour fraude bancaire et fiscale. Le cas Manafort est le premier procès émanant de l'enquête du procureur Mueller sur l'ingérence russe. Trois semaines après, Paul Manafort décide de plaider coupable d'association de malfaiteurs.

Le 27 août, le président Trump organise un grand dîner à la Maison-Blanche avec une centaine de dirigeants chrétiens et de hauts responsables évangéliques. Il appelle explicitement les évangéliques à le soutenir aux élections de novembre.

Le 11 septembre sort le livre de Bob Woodward, qui, avec Carl Bernstein, avait révélé le scandale du Watergate. *Fear : Trump in the White House* montre un président inculte et colérique. Donald Trump se contente de dire que « c'est juste un autre mauvais livre », considérant qu'il s'agit d'« histoires inventées par l'auteur ».

Une tribune anonyme au vitriol est publiée le 5 septembre dans le *New York Times* et intitulée « Je fais partie de la résistance au sein de l'administration Trump ». L'auteur explique qu'il lutte de l'intérieur contre les « pires penchants » de Donald Trump, qualifiant celui-ci de « mesquin », d'« impulsif » et d'« inefficace ». Il met en cause l'amoralité du Président. La tribune évoque le vingt-cinquième amendement, qui permet de remplacer un président jugé inapte à exercer ses fonctions.

Selon le *New York Times*, Rod Rosenstein, procureur général adjoint, aurait proposé au printemps 2017 d'invoquer ce même amendement et aurait suggéré d'enregistrer le président Trump à son insu. Il dénonce cependant des informations « inexactes et factuellement incorrectes ».

26 juillet et 17 septembre 2018. **Migrants**. Les rejets de régularisation des vétérans sans papiers sont en augmentation. Au 26 juillet, plus de mille huit cents enfants entrés illégalement avaient été remis à leurs parents mais plus de sept cents en restaient encore séparés.

Le 17 septembre, Mike Pompeo annonce que les États-Unis accepteront de « réinstaller » au maximum trente mille réfugiés en 2019.

14 août 2018. **Mariage pour tous**. Le pâtissier chrétien Jack Philips, qui avait refusé de faire un gâteau de mariage pour un couple homosexuel estimant que ses droits religieux avaient été négligés et qui avait obtenu gain de cause devant la Cour suprême le 4 juin, par 7 voix contre 2, récidive et refuse de réaliser le gâteau d'anniversaire d'une femme transgenre : il porte plainte contre le Colorado en affirmant que ses droits à la liberté d'expression et de culte ont été violés. Autumn Scardina, avocate, lui avait commandé en juin 2017 un gâteau rose à l'intérieur et bleu à l'extérieur pour célébrer son anniversaire et les sept ans de sa transition. Elle avait déposé plainte auprès de la commission des droits civiques de l'État à la suite du refus du pâtissier. Les autorités avaient considéré qu'il y avait discrimination et avaient appelé à un accord à l'amiable.

27 août et 30 septembre 2018. **Mexique. Canada.** ALENA. Donald Trump annonce sur Twitter que les États-Unis sont sur le point de conclure un accord commercial avec le Mexique. Les négociations aboutissent le 27 août. Le président mexicain en fin de mandat, Enrique Peña Nieto, appelle Justin Trudeau, chef du gouvernement canadien, à conclure une « négociation trilatérale ». Les négociations ont également été menées avec les équipes du

prochain président mexicain de gauche, Andrés Manuel López Obrador.

L'accord sera signé pour seize ans, avec la possibilité de réexamen tous les six ans. Les deux pays s'engagent à ne pas utiliser de subventions à l'exportation pour se vendre mutuellement des produits. Mais l'accord n'est pas encore définitif.

Le Canada interrompt les négociations en raison de propos désobligeants du président Trump.

Le 30 septembre, les États-Unis et le Canada annoncent « un accord de principe, de concert avec le Mexique » pour réformer l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), une demi-heure avant l'expiration de l'ultimatum fixé par Donald Trump. C'est une victoire pour le président américain.

25 août 2018. **Sénateur. Candidat à la présidence. Parti républicain**. C'est une figure d'une exceptionnelle dignité qui s'éteint à 81 ans, à Cornville, dans l'Arizona, le 25 août, d'une tumeur au cerveau : le sénateur républicain de l'Arizona, John Sidney McCain III. Fils et petit-fils d'amiral, il fut prisonnier pendant plus de cinq ans au Viêt Nam, subissant des tortures et l'isolement. Il sera un adversaire résolu de la torture dans l'armée américaine. Représentant de l'Arizona du 3 janvier 1983 au 3 janvier 1987, puis sénateur jusqu'à sa mort, il s'impose au Congrès, conservant sa liberté d'esprit, critiquant les cadeaux fiscaux octroyés par George W. Bush, favorable à une politique modérée en faveur des immigrés, s'inquiétant du poids croissant des évangéliques, empêchant le Sénat par sa voix décisive d'abroger l'Obamacare. Candidat à la présidence contre Barack Obama en 2008, il mènera une campagne de haute tenue. Il s'était heurté fortement à Donald Trump et a souhaité qu'il ne soit pas à ses funérailles, auxquelles assistent Barack Obama et George W. Bush. C'était un homme de compromis et de consensus. Il était l'honneur du Congrès.

Septembre 2018. **Cour pénale internationale**. De façon scandaleuse, John Bolton, conseiller à la sécurité nationale, lors d'une conférence devant la Federalist Society, lobby ultraconservateur, menace de sanctions les juges de la Cour pénale internationale s'ils s'en prennent à des Américains ou à Israël.

Grèce

11 juillet, 6 et 20 août 2018. **Situation économique**. Le 6 août, la Grèce reçoit un versement de 15 milliards d'euros, dernière tranche de l'aide accordée par ses créanciers de la zone euro avant sa sortie du plan d'assistance. La tutelle cesse à compter du 20 août.

C'est symboliquement à Ithaque que le Premier ministre annonce la fin de huit ans de tutelle des créanciers, déclarant : « L'Odyssée moderne que traverse notre pays depuis 2010 a pris fin. »

Hongrie

19 et 20 juillet, 11 et 12 septembre 2018. **Union européenne. Migrants. France**. Le 19 juillet, la Commission annonce un recours contre la Hongrie devant la Cour de justice de l'Union européenne, avec une procédure d'infraction contre la loi « Stop Soros », qui rend passible de poursuites pénales l'aide aux migrants opérée par des ONG, et elle envoie une lettre de mise en demeure.

Provocation hongroise, le lendemain 20 juillet : le Parlement adopte une loi taxant les soutiens financiers accordés à des organisations promouvant l'immigration,

ce qui vise les initiatives éducatives, les campagnes médiatiques et les « activités de propagande ».

Le Parlement européen se prononce sur la situation en Hongrie, accusée de porter atteinte aux valeurs fondamentales de l'Union européenne (art. 7.1 du traité sur l'Union européenne). Viktor Orbán vient se défendre le 11 septembre. Le 12 septembre, le Parlement européen se prononce par 448 voix contre 197 et 48 abstentions. C'est la première fois qu'il est fait usage de ce droit d'initiative en la matière. Il faudra cependant que quatre cinquièmes des membres du Conseil de l'Union européenne constatent l'existence « du risque clair de violation grave » des valeurs de l'Europe et engage un dialogue avec Budapest. La menace ultime est la privation du droit de vote de la Hongrie. Le groupe du Parti populaire européen est divisé car le Fidesz, parti de Viktor Orbán, en est membre. Le président du groupe, Manfred Weber, qui brigue la présidence de la Commission, a voté pour, alors que le président de la délégation française a voté contre. Au sein de la délégation Les Républicains, il y a eu 5 votes pour, 3 contre, ainsi que 6 abstentions, 2 députés ne prenant pas part au vote. Le président du Parlement européen, Antonio Tajani, s'est abstenu.

La Pologne soutient la Hongrie.

Iran

Juillet-septembre 2018. **Politique nucléaire. États-Unis**. Le 6 juillet, le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, rencontre ses collègues français, britannique, allemand, russe et chinois, ainsi que la haute représentante de l'Union européenne à Vienne pour tenter de sauver l'accord sur le nucléaire.

En juillet, l'Iran introduit une requête contre les États-Unis devant la Cour internationale de justice pour suspendre les sanctions américaines. Les audiences commencent le 27 août. Les États-Unis récusent la compétence de la Cour.

Le 16 juillet, les ministres des Affaires étrangères de l'Union rejettent la demande des États-Unis d'isoler économiquement l'Iran et adoptent un instrument juridique pour protéger les entreprises européennes présentes en Iran contre les sanctions américaines. Les États-Unis rejettent toutes les demandes d'exemption pour les entreprises en Iran figurant dans une lettre adressée début juin par Paris, Berlin et Londres.

Donald Trump fait volte-face le 30 juillet, en déclarant qu'il est prêt à rencontrer les dirigeants iraniens ! Le 31 juillet, il évoque à nouveau l'idée de discussions « très bientôt ».

Cependant, le 7 août, les sanctions américaines sont rétablies. La veille, la Commission a déclaré qu'elle activerait sa « loi de blocage » pour protéger les entreprises européennes voulant rester actives en Iran.

Air France et British Airways annoncent le 23 août qu'elles vont cesser les liaisons avec Téhéran à partir du 18 septembre.

Afin de contourner les sanctions américaines, Federica Mogherini annonce, le 24 septembre, que l'Union européenne veut créer une « entité spécifique » (*special purpose vehicle*), système de troc pour préserver le commerce des entreprises européennes avec l'Iran.

Israël

19 juillet 2018. **Loi fondamentale. Discrimination. État juif. Langue officielle**. La Knesset est saisie d'un projet de loi dit « Israël, État-nation du peuple juif », une « loi fondamentale »

qui devrait permettre de créer des localités interdites notamment aux Arabes israéliens. La loi fait perdre à l'arabe son statut de langue officielle à côté de l'hébreu. Le 10 juillet, le président Reuven Rivlin adresse une lettre ouverte aux députés dans laquelle il exprime son opposition déterminée à la loi. Celle-ci est pourtant adoptée le 19 juillet par 62 voix contre 55.

Le Patriarcat latin de Jérusalem critique très fortement la loi la qualifiant d'« excluante », « politique » et « discriminatoire ».

Les Arabes israéliens représentent 17 % de la population.

Le 22 juillet, les Druzes, particulièrement choqués par la loi, déposent un recours devant la Cour suprême.

Italie

23 juillet, 15-16, 20 et 25 août, 7, 20 et 25 septembre 2018. **Migrants**. Rome donne, le 23 juillet, cinq semaines à l'Union européenne pour trouver un accord sur les migrants. Mais c'est un véritable imbroglio que connaît l'Italie avec le *Diciotti*, navire des garde-côtes italiens. Matteo Salvini laisse accoster le navire bloqué depuis cinq jours au large de Lampedusa, avec ses cent soixante-dix-sept passagers sauvés en Méditerranée dans la nuit du 15 au 16 août. Le *Diciotti* accoste le 20 août à Catane, mais ses passagers ne peuvent débarquer, Matteo Salvini voulant renvoyer les demandeurs d'asile dans d'autres pays européens. Finalement, le 25 août, les migrants sont autorisés à descendre à terre. L'épiscopat a aidé à résoudre la crise.

Matteo Salvini est mis sous enquête pour « séquestration » par le parquet d'Agrigente. Le 7 septembre, le parquet de Palerme confirme l'enquête visant Matteo Salvini pour séquestration à l'encontre des cent quarante migrants auxquels il a refusé le débarquement en Italie.

Le 20 septembre, l'Italie refuse d'accueillir *L'Aquarius*, qui a sauvé onze migrants. De façon éhontée, l'Italie fait pression sur le Panama pour qu'il retire à *L'Aquarius* son pavillon – sur l'attribution duquel cet État est habituellement moins regardant.

Le 25 septembre, Malte annonce que les cinquante-huit migrants à bord de *L'Aquarius* débarqueront sur son territoire et seront immédiatement répartis dans d'autres pays européens. Le Portugal accueillera dix migrants. Après ce débarquement, *L'Aquarius* se dirige vers Marseille.

Japon

6 et 26 juillet 2018. **Peine de mort. Secte**. Chizuo Matsumoto, dit Shōkō Asahara, gourou de la secte Aum Vérité suprême, condamné en 2006, est pendu le 6 juillet pour avoir commandité l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo en mars 1995. Il y avait eu treize morts et six mille trois cents blessés. Six autres anciens membres de la secte sont exécutés le 26 juillet.

Macédoine

5 juillet et 30 septembre 2018. **Nom. Grèce. Référendum**. Les députés ratifient le 5 juillet l'accord sur le nom du pays. Le président Gjorge Ivanov, proche de la droite nationaliste, avait mis son veto. Le Parlement surmonte ainsi le veto. Un référendum a lieu le 30 septembre.

On soupçonne la Russie de vouloir peser sur la campagne en raison d'une possible adhésion de la Macédoine à

l'Organisation du traité de l'Atlantique nord. 94,2 % des votants ont répondu « oui », mais le taux de participation n'a été que de 36,9 %. Il faudra obtenir la ratification à la majorité des deux tiers au Parlement, ce qui nécessitera de rallier neuf députés du parti d'opposition VMRO-SPMNE, qui a toujours été contre le changement de nom. Pourtant, le Premier ministre, Zoran Zaev, considère que la proposition a été acceptée, ce que conteste l'opposition en raison du faible taux de participation.

Maldives

23 septembre 2018. **Élection présidentielle**. Avec la victoire inattendue d'un candidat inconnu, les Maldives peuvent espérer renouer avec la démocratie. Le président sortant, Abdulla Yameen, Parti progressiste des Maldives, qui depuis 2013 gouvernait de façon autoritaire, avec seulement 41,7 % des voix, est battu par le candidat unique de l'opposition, Ibrahim Mohamed Solih, 54 ans, Parti démocratique maldivien, à la tête de la coalition de l'opposition, qui obtient 58,3 % des voix. Il avait remplacé l'ancien président progressiste Mohamed Nasheed, dont la candidature avait été invalidée par la commission électorale. Le taux de participation a été particulièrement élevé, atteignant 89,2 %.

Organisation des Nations unies

18 août 2018. **Ancien secrétaire général**. Secrétaire général des Nations unies du 1er janvier 1997 au 31 décembre 2006, Kofi Annan décède à Berne à 80 ans. Diplomate ghanéen, entré à l'Organisation mondiale de la santé en 1962, il avait ensuite fait toute sa carrière aux Nations unies. Il fut le premier Africain subsaharien à occuper la fonction majeure des Nations unies, qu'il exerça avec humanité, prônant le multilatéralisme. Prix Nobel de la paix en 2001, il avait été nommé en 2012 envoyé spécial pour la Ligue arabe et les Nations unies sur le conflit syrien mais avait démissionné six mois après. En 2017, il était devenu président de la Commission sur le droit des Rohingya de Birmanie.

Palestine

Août-septembre 2018. UNRWA. **États-Unis.** CIJ. Le 31 août, Donald Trump décide l'arrêt du financement de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) par les États-Unis. L'UNRWA doit alors renoncer à certaines actions et licencier du personnel.

L'administration Trump ferme les bureaux de l'Organisation de libération de la Palestine à Washington le 10 septembre.

La Cour internationale de justice est saisie le 28 septembre d'une plainte des autorités palestiniennes, qui contestent le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem. Elles considèrent que ce transfert est contraire à la convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques.

Pologne

3, 4, 23-24 juillet, 2 août, 17 et 24 septembre 2018. **Justice. Union européenne**. La Commission européenne engage le 3 juillet une procédure d'infraction en adressant à la Pologne une lettre de mise en demeure sur la loi sur la Cour suprême.

Le 4 juillet, la réforme de la Cour suprême entre en vigueur. Elle prévoit notamment le départ à la retraite d'office de tous les juges de la Cour de plus de 65 ans, soit 30 % des effectifs. Parmi les

vingt-sept magistrats visés se trouve la présidente, Małgorzata Gersdorf, dont le mandat est garanti par la Constitution. La présidente de la Cour suprême refuse de quitter ses fonctions.

Le Premier ministre, Mateusz Morawiecki, vient devant le Parlement européen. Il déclare la Pologne attachée à l'Union européenne alors que l'article 7 du traité sur l'Union européenne a été activé.

Près de trois mille personnes manifestent devant la Cour suprême pour soutenir la présidente.

Dans la nuit du 23 au 24 juillet, une loi est adoptée pour accélérer les nominations à la Cour suprême.

Afin d'arrêter cette réforme, la présidente de la Cour suprême et les juges décident le 2 août de poser à la Cour de justice de l'Union européenne cinq « questions préjudicielles », ce qui suspend les conséquences de la réforme entrée en vigueur le 4 juillet. Pour contrer l'intervention de la Cour de Luxembourg, le pouvoir polonais accélère les nominations à la Cour suprême.

Le 17 septembre, les ministres des Affaires européennes se réunissent à Bruxelles pour évoquer, outre le futur budget, la procédure pour violation de l'État de droit lancée contre la Pologne.

Le 24 septembre, la Commission européenne saisit la Cour de justice de l'Union en raison des violations du principe de l'indépendance de la justice à la suite de la loi sur la Cour suprême et demande des mesures provisoires jusqu'à ce qu'elle ait statué.

Roumanie

4 et 9 juillet, 10 août, septembre 2018. **Code pénal. Corruption**. Le Parlement réuni en session extraordinaire le 4 juillet modifie le code pénal par 167 voix contre 97, dépénalisant l'abus de pouvoir. Il prévoit la réduction de peines pour de nombreuses infractions, l'assouplissement des conditions pour obtenir une libération conditionnelle, le libéralisme en matière de blanchiment d'argent.

Le 9 juillet, le président Iohannis finit par donner son accord à la révocation de la procureure en chef de la Direction nationale anticorruption, Laura Codruța Kövesi, 45 ans, en fonction depuis le 17 mai 2013 et agissant avec détermination. Celle-ci dénonce une manœuvre destinée à « bloquer les enquêtes de la justice ». Le président était menacé de destitution.

Le 10 août, les forces de l'ordre répriment une manifestation de cent vingt mille personnes, dont la plupart étaient des Roumains de la diaspora qui protestaient contre la corruption institutionnalisée. Le lendemain, le nombre de manifestants est de cent cinquante mille à deux cent mille et les manifestations se poursuivent le dimanche.

Une pétition réunit un million de signatures, soit deux fois plus que le seuil nécessaire pour obtenir un référendum visant à modifier la Constitution.

La Commission européenne s'inquiète de la répression des manifestations.

11 septembre 2018. **Mariage. Référendum**. Les sénateurs adoptent par 107 voix contre 13 et 7 abstentions une proposition de loi visant à réviser la Constitution pour y inscrire le mariage comme « l'union entre un homme et une femme ». Actuellement, la Constitution pose que « le mariage se base sur l'union entre époux ». Les députés s'étaient déjà prononcés le 9 mai. Le référendum devrait avoir lieu le 7 octobre.

Mais, le 27 septembre, la Cour constitutionnelle a décidé, à propos d'un couple homosexuel roumano-américain, que

les couples homosexuels avaient droit à une vie de famille au même titre que les couples hétérosexuels et devaient « bénéficier à terme d'une reconnaissance légale et juridique de leurs droits et obligations ». Si la révision constitutionnelle est adoptée, comment se résoudra cette contradiction ?

Royaume-Uni

Juillet-septembre 2018. **Brexit. Cabinet**. Le 8 juillet, le « ministre du Brexit », David Davis, 69 ans, secrétaire d'État à la sortie de l'Union européenne du Royaume-Uni depuis le 13 juillet 2016, en opposition aux orientations présentées par Theresa May, démissionne. Il est remplacé par Dominic Raab, 44 ans, secrétaire d'État chargé du logement. Le lendemain, le secrétaire d'État aux affaires étrangères et au Commonwealth, Alexander Boris de Pfeffel Johnson, dit Boris Johnson, 54 ans, fait de même, accusant Theresa May de capitulation. Jeremy Hunt, 51 ans, proche de David Cameron, ancien ministre de la Culture puis de la Santé qui, après avoir soutenu le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, a changé de position, lui succède et entre en fonctions le 18 juillet.

Le 12 juillet, le gouvernement publie un livre blanc décrivant de manière sectorielle ses attentes dans la relation avec l'Union européenne. Le document confirme la demande d'un accord d'association incluant une zone de libre-échange.

Le 13 juillet, Donald Trump suggère à Theresa May de poursuivre l'Union européenne en justice, conseil qu'elle ne compte pas suivre !

Le 17 juillet, grâce aux voix de quatre travaillistes, un amendement déposé par des députés anti-Brexit qui aurait obligé le Royaume-Uni à rester dans l'union douanière en cas d'absence d'accord avec l'Union européenne est rejeté par 301 voix contre 307. Douze députés conservateurs ont fait défection.

Le même jour, la commission électorale inflige une amende de 61 000 livres sterling à Vote Leave, plate-forme officielle de campagne pro-Brexit, et une autre de 20 000 livres à BeLeave, groupe pro-Brexit non enregistré.

Les négociations sont dans l'impasse entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Le 19 juillet, Bruxelles appelle les États de l'Union européenne à « intensifier » leur préparation à tous les scénarios possibles.

Le 22 juillet, dans une interview au *Sunday Telegraph*, le nouveau ministre du Brexit, Dominic Raab, déclare que le Royaume-Uni ne paiera la facture du Brexit qu'à condition qu'un accord commercial soit trouvé.

Dans un rapport rendu public le 29 juillet, la commission des médias à la Chambre des communes révèle des soupçons de financement russe de la campagne du Brexit.

Le 31 juillet, Theresa May rencontre Emmanuel Macron au fort de Brégançon, espérant assouplir la position française.

Le 5 août, le secrétaire d'État au Commerce international, Liam Fox, estime que l'hypothèse d'un Brexit sans accord entre Londres et Bruxelles est la plus probable en raison de « l'intransigeance » de la Commission.

Partisan du Brexit, homme le plus riche du Royaume-Uni, Jim Ratcliffe, qui avait déménagé le siège de son entreprise en Suisse, s'installe à Monaco pour des raisons fiscales.

Le 19 août, Julian Dunkerton, cofondateur des vêtements Superdry, promet de verser 1 million de dollars au mouvement People's Vote, qui milite pour

l'organisation d'un nouveau référendum à partir des modalités de sortie. La veille, Nigel Farage, ancien leader de l'UKIP (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni), rejoint le mouvement Leave Means Leave en tant que vice-président.

Le 23 août, le gouvernement publie les vingt-cinq premières notes techniques sur un total d'environ quatre-vingts prévues d'ici fin septembre indiquant la marche à suivre aux citoyens et milieux d'affaires en cas d'absence d'accord avec l'Union européenne.

Le 31 août, Michel Barnier, négociateur en chef, demande à son homologue britannique de lui détailler « en urgence » la proposition du Royaume-Uni sur la frontière irlandaise.

Le 3 septembre, Michel Barnier est auditionné à Bruxelles par la commission de la Chambre des communes chargée du Brexit. Il exprime clairement ses désaccords avec certaines positions du livre blanc britannique. Le 10 septembre, à Manchester, le TUC (Congrès des syndicats) se prononce sur un possible référendum sur l'accord final entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Le 13 septembre, le ministère britannique chargé du Brexit publie une deuxième série de notes techniques sur les conséquences pour les Britanniques d'un éventuel échec des négociations. Le 17 septembre, Theresa May affirme que son plan sur la sortie de l'Union est la seule alternative à un Brexit sans accord.

Dans son rapport annuel sur le Royaume-Uni, le Fonds monétaire international estime qu'un Brexit sans accord « entraînerait des coûts importants » pour l'économie britannique.

Les 19 et 20 septembre se tient à Salzbourg un sommet tendu entre le Royaume-Uni et ses partenaires de l'Union. C'est l'impasse. Les Vingt-Sept restent intransigeants. De retour à Londres, Theresa May, très critiquée, les accuse d'avoir manqué de « respect » envers le Royaume-Uni. Les relations entre les deux Irlandes sont un des points majeurs d'achoppement. Les Vingt-Sept estiment que la proposition de Theresa May « ne fonctionne pas » car elle remet en cause l'intégrité du marché unique.

Le 25 septembre, le congrès du *Labour* adopte à une large majorité une motion en faveur d'un nouveau référendum.

29 août 2018. **Irlande du Nord**. L'Irlande du Nord est sans gouvernement depuis cinq cent quatre-vingt-dix jours, battant ainsi le record de la Belgique.

13 septembre 2018. CEDH. **Vidéosurveillance**. La Cour européenne des droits de l'homme condamne le Royaume-Uni pour ses programmes de surveillance de masse, s'appuyant sur les documents secrets de la NSA (National Security Agency). La Cour a considéré que les systèmes sont contraires au droit au respect de la vie privée et au droit à la liberté d'expression. Mais il n'y a pas d'opposition de principe à la surveillance indiscriminée.

Russie

1er et 28 juillet 2018. **Retraites**. Des manifestations ont lieu le 1er juillet contre le recul de l'âge de la retraite. Jusqu'à présent, les Russes avaient un seuil de départ parmi les plus bas du monde, avec 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes. Des dizaines de milliers de personnes participent le 28 juillet à des manifestations organisées par le Parti communiste, contre le projet.

9 septembre 2018. **Sujets de la Fédération**. De nombreux scrutins ont lieu dans des sujets de la Fédération

de Russie. Si Russie unie, parti du président Poutine, remporte la majorité des sièges, on observe quelques échecs face notamment au Parti communiste.

Suède

9 septembre 2018. **Élections législatives**. **Gouvernement**. La question des migrants est au cœur des débats. Le gouvernement sortant de Stefan Löfven, 61 ans, minoritaire avec une coalition composée des sociaux-démocrates et des Verts, en fonction depuis le 3 octobre 2014, recule, n'ayant que 42 % des sièges si l'on inclut le Parti de gauche, qui le soutenait sans participer. Le Parti social-démocrate est cependant en tête, avec 28,4 % des voix et 101 des 349 sièges, devant les Modérés, avec 19,8 % et 70 élus, les Démocrates de Suède, extrême droite, avec 17,6 % et 62 élus, le Parti du centre, avec 8,6 % et 31 élus, le Parti de gauche, avec 7,9 % et 28 élus, les Chrétiens-démocrates, avec 6,4 % et 23 élus, les Libéraux, avec 5,5 % et 19 élus, et les Verts, avec 4,3 % et 15 élus. La participation a été de 84,4 %.

L'extrême droite obtient un résultat moins important que ce que laissaient penser les sondages, mais elle pourrait être l'arbitre de la situation en raison de la très faible avance de la gauche sur la droite. Même si les sociaux-démocrates sont en tête, c'est le plus mauvais résultat de leur histoire.

Le Parlement accueille une députée voilée des Verts, Leila Ali Elmi, originaire de Somalie.

Le 25 septembre, le centre droit et l'extrême droite mêlent leurs voix pour démettre le gouvernement de Stefan Löfven, établi après les élections. 204 députés sur 349 ont voté contre la motion de confiance.

Syrie

Juillet-septembre 2018. **Guerre civile**. Le 6 juillet, Damas reprend le contrôle de la frontière avec la Jordanie. La ville de Deraa capitule.

Le 19 juillet, les rebelles de la province de Quneitra déposent les armes. L'armée syrienne se trouve face à Israël dans le Golan.

Restés à l'écart du conflit, les Druzes soutiennent le régime face à Daech.

Le 22 août, l'armée russe révèle que plus de soixante-trois mille soldats ont été envoyés pour aider Bachar al-Assad.

Le 30 août, l'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie demande un couloir humanitaire à Idlib.

Les présidents Poutine et Erdoğan se rencontrent le 17 septembre à Sotchi. Le président turc obtient la création, à compter du 15 octobre, d'une « zone démilitarisée ». À la suite de cette décision, près de sept mille Syriens habitant la province d'Idlib seraient rentrés chez eux.

Le 17 septembre, un avion russe Iliouchine est abattu par le régime syrien, la frappe étant attribuée par erreur à Israël, ce qui tend les relations israélo-russes. La Russie décide de renforcer la défense syrienne.

Tchèque (République)

11 juillet 2018. **Gouvernement**. Après neuf mois de crise politique, le gouvernement – minoritaire –, formé des populistes d'Andrej Babiš et des sociaux-démocrates, obtient un vote de confiance par 105 voix contre 91. Le gouvernement dépend du soutien du Parti communiste.

Union européenne

4 juillet 2018. **Élections européennes. Loi électorale**. Les députés européens adoptent des mesures visant à moderniser la loi électorale européenne. Un seuil entre 2 et 5 % pour les circonscriptions de plus de trente-cinq députés est notamment fixé.

10 juillet 2018. **Parlementaires européens**. Transparency International Europe publie une étude minutieuse montrant que 31 % des députés européens ont des revenus parallèles à leur indemnité d'élus. Tous les groupes sont concernés. Le recordman est le social-démocrate Renato Soru. Rachida Dati est la mieux rémunérée des parlementaires européens.

24 juillet et 4 septembre 2018. **Médiatrice. Ancien président de la Commission. Secrétaire général de la Commission**. Médiatrice de l'Union européenne, Emily O'Reilly estime le 24 juillet que la Commission a fait preuve de « mauvaise gestion » dans l'affaire Barroso – elle aurait dû réagir plus fermement lorsque son ancien président José Manuel Barroso a annoncé qu'il rejoignait la banque d'affaires Goldman Sachs.

La médiatrice estime dans une recommandation rendue publique le 4 septembre que la nomination de Martin Selmayr au poste de secrétaire général de la Commission – préparée en secret et sans respecter les procédures – a violé à la fois « l'esprit et la lettre » du statut de la fonction publique.

Son rapport est particulièrement sévère.

13 août 2018. CJUE. **Climat**. La Cour de justice de l'Union européenne juge recevable l'assignation pour « inaction climatique » déposée le 24 mai contre le Parlement et le Conseil européen par dix familles originaires d'Allemagne, de France, d'Italie, de Roumanie, du Kenya, de Suède et des Fidji. Ces familles considèrent que l'objectif de l'Union pour 2030, soit une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre, est insuffisant pour garantir leurs droits à la vie, à la santé, à l'activité et à la propriété, ainsi que pour atteindre l'objectif fixé par l'accord de Paris sur le climat.

11 septembre 2018. **Allemagne. Liberté religieuse. Droit du travail**. À la suite d'une question préjudicielle du Tribunal fédéral du travail (Bundesarbeitsgericht), la Cour de justice de l'Union européenne condamne le licenciement par un hôpital catholique allemand de Düsseldorf d'un médecin divorcé et remarié.

12 septembre 2018. **Copyright**. Le Parlement européen se prononce sur la directive relative au droit d'auteur, qui a fait l'objet d'un intense lobbying. Cette directive, qui doit permettre notamment aux éditeurs de presse d'obtenir une rémunération de la part des géants du Web, est adoptée par 438 voix contre 226 et 39 abstentions.

19 septembre 2018. CJUE. **Mandat d'arrêt européen**. À la suite d'une demande préjudicielle de la Cour suprême d'Irlande, la Cour de justice de l'Union européenne juge que la notification par un pays de son retrait de l'Union n'est pas une circonstance « exceptionnelle » justifiant la non-exécution de mandats d'arrêt européens par les autres États, le droit européen s'appliquant jusqu'à la date du retrait effectif. Cependant, une exception est possible si la notification

peut conduire à la privation de droits fondamentaux.

VATICAN

2 août 2018. **Peine de mort. Catéchisme**. Le pape François a pris une décision courageuse en faisant inscrire dans le Catéchisme de l'Église catholique une opposition absolue à la peine de mort. Dans la version de 1992, la peine capitale était possible dans des cas extrêmes, si elle constituait « l'unique moyen praticable pour protéger efficacement de l'injuste agresseur la vie d'êtres humains » (art. 2267). Certes, la version corrigée de 1997 précisait que ces « cas d'absolue nécessité » étaient désormais « assez rares, sinon même pratiquement inexistants ». Néanmoins, le Vatican avait aboli la peine de mort en 1969. Dans la version française, elle est qualifiée d'« inhumaine », au lieu d'« inadmissible » dans les autres versions. Désormais, « l'Église enseigne à la lumière de l'Évangile que "la peine de mort est une mesure inadmissible qui blesse la dignité personnelle" et elle s'engage de façon déterminée en vue de son abolition partout dans le monde ».

VENEZUELA

4, 14 et 17 août. **Crise politique. Monnaie.** Lors d'une parade militaire le 4 août en présence de Nicolás Maduro a lieu un attentat aux drones explosifs faisant sept blessés. Le Président évoque une tentative d'assassinat et accuse la Colombie. Le 7 août, il annonce la prochaine traduction en justice de membres de l'opposition accusés dans l'affaire des drones, dont l'ancien président du Parlement Julio Borges, en exil. Le général Alejandro Pérez Gámez figure parmi les quatorze personnes interpellées à la suite de l'attaque présumée du 4 août, annonce-t-on le 14 août.

Le 17 août, le président Maduro décide de la création d'une nouvelle monnaie, le « bolivar souverain » – le billet de 500 bolivars va remplacer celui de 50 millions de bolivars actuels. Il annonce aussi la multiplication du salaire minimum par trente-quatre.